



**Discours prononcé par S.E. M. Marcel van Opstal,
Ambassadeur, à l'occasion de la Journée de l'Europe**

9 mai 2013.

Au nom de la Délégation de l'Union européenne en République du Congo, et de son personnel, au nom de ma famille, et de moi-même, bienvenue à toutes et tous à cette réception à l'occasion du 9 mai, Journée de l'Europe.

Il y a aujourd'hui 63 ans que la déclaration de Robert Schumann posait les fondations de l'un des plus ambitieux projets politiques, économique et social de notre temps, l'Union Européenne. Cet évènement marque l'origine de l'Europe communautaire.

Le cœur du projet européen se fonde sur la volonté de **s'unir et de vivre-ensemble**. S'unir, non pas pour mieux combattre un ennemi commun, mais pour mieux vivre ; pour donner à chacun le droit de se faire entendre et pour faire régner la paix.

Récompensée en octobre dernier par le prix Nobel de la paix 2012, cette aspiration nous anime encore aujourd'hui et plus que jamais. Elle nécessite une énergie sans cesse renouvelée, tant pour définir les contours de notre action que pour nous assurer du soutien de nos partenaires et de leur juste perception de ce qu'est l'Union Européenne.

Le récent prix Nobel n'est pas venu uniquement couronner 68 ans de paix à l'intérieur de nos frontières, il exprime également la reconnaissance de l'action extérieure que nous menons depuis des décennies. A ce titre, le partenariat stratégique établi entre l'Union Européenne et l'Afrique en 2007 témoigne de notre souhait de traiter avec nos partenaires d'égal à égal, de collaborer en profondeur dans la poursuite d'objectifs stratégiques et plus largement, de porter nos regards vers un horizon commun.

Nos stratégies pour la sécurité et le développement du Sahel, de la Corne de l'Afrique s'inscrivent dans cette logique. Il en va de même pour la réflexion en



cours visant à l'élaboration d'une Stratégie pour les Grands Lacs et pour le Golfe de Guinée. Il s'agit de renforcer les liens qu'entretient l'UE avec ces régions et leurs acteurs, afin de garantir une plus grande stabilité et sécurité sous régionale, préalables nécessaires à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Nous participons à la stabilisation durable de la région sahélienne en appuyant le redressement institutionnel et sécuritaire du Mali, notamment par l'organisation d'une conférence internationale de haut niveau le 15 mai prochain à Bruxelles, à laquelle S.E. Monsieur le Président de la République est invité. Celle-ci permettra de garantir l'engagement des donateurs internationaux dans cette crise majeure.

En tant que principal donateur de la république centrafricaine et premier soutien financier de la mission de consolidation de la paix (MICOPAX) sur place, nous nous sommes engagés à plusieurs reprises à venir en aide à cet État miné par l'instabilité politique.

Je tiens d'ailleurs à remercier ici la République du Congo et S.E. M. le Président Denis Sassou N'Gusso pour son rôle joué dans la lente et difficile résolution de la crise en RCA.

Il convient d'affirmer que l'Union européenne tient à jouer un rôle de premier plan pour accompagner le retour à la sécurité et à l'ordre public en RCA, de même que pour appuyer la transition vers un retour à l'ordre constitutionnel, des actions humanitaires et la reprise des activités économiques. Il va de soi cependant que l'Union européenne ne peut se substituer aux actions immédiates à entreprendre par la SELEKA, pour maîtriser ses effectifs, assurer une discipline nécessaire à un prompt retour à la sécurité, et empêcher que la RCA ne devienne un non Etat aux mains de différentes cliques de voyous.

De même, il ne peut être demandé à l'Union européenne de s'impliquer pour un retour à l'ordre en RCA, tout en ne l'associant pas pleinement auprès d'acteurs tels que l'Union Africaine, la CEEAC et les Nation Unies pour la définition des moyens à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et le retour à l'ordre constitutionnel.



Notre engagement en RCA, s'inscrit dans une logique de partenariat et de dialogue politique rapproché qui visent à traduire notre volonté partagée d'instaurer une paix durable dans la région.

Plus près de nous, ici même en République du Congo, le Projet de Consolidation de la Réconciliation par l'appui aux populations touchées par les conflits (PCR) a constitué à cet égard une réelle réussite.

Déployé dans les départements du Pool, du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou, quatre départements particulièrement touchés par les conflits, le PCR a permis de répondre à une demande réelle des populations, que ce soit en termes d'accès aux services de base, à travers le renforcement d'activités génératrices de revenus ou de la prise en charge psychosociale et la réinsertion des Victimes de Violences Sexuelles (VVS) pendant et après les conflits.

Dans le cadre de ce projet, 23 écoles et 13 CSI ont été réhabilités ou complètement reconstruits, 42 puits et sources d'eau ont été financés, sans compter les subventions accordées à 30 associations pour le développement d'activités génératrices de revenus et à 6 ONG locales pour l'éducation à la citoyenneté, à la culture de la paix et la prise en charge des populations victimes de violences.

Le projet touche à présent, à sa fin et sera complété par les contributions respectives attendues des Ministères de l'Education et de la Santé, pour l'équipement des écoles et centres de santé réalisés ou réhabilités sur financement européen.

Le succès de la dynamique de consultation et d'implication des autorités et populations locales, nous invite à poursuivre avec plus de détermination encore ce type de collaboration fructueuse, ponctuée de nombreuses réussites concrètes.

Nous envisageons dès lors à l'horizon 2014-2016, d'inclure la déconcentration et le développement local comme domaine de concentration dans la future stratégie de coopération entre l'Union Européenne et la République du Congo,

Parmi les activités d'actualité, notons l'attribution prochaine du marché de la RN1 reliant Kinkala à Mindouli dont les travaux devraient débuter au mois de juillet.



Évoquons également la signature attendue dans les prochains jours de la charte établissant le fonctionnement d'une nouvelle plateforme réunissant 10 organisations professionnelles. Faisant suite à la création par le chef de l'État du Haut Conseil du Dialogue Public Privé (HCDPP), cette charte va permettre aux acteurs du secteur privé de s'exprimer de manière coordonnée dans le cadre de ce dialogue.

Alors que l'amélioration du climat des affaires se fait pressante en république du Congo – rappelons que la république du Congo est toujours classée 183^{ème} sur 185 au classement *Doing Business* établi par la Banque Mondiale - la charte engage un processus constructif et organisé de dialogue entre l'État et les acteurs économiques en vue du développement et de la diversification de l'économie.

En matière de santé publique, l'Union Européenne poursuit son assistance technique auprès du ministère de la Santé et de la congolaise des médicaments essentiels génériques (COMEG). Considérant l'importance capitale de l'acquisition et de la distribution de médicaments de qualité pour la population, l'assainissement du secteur pharmaceutique que nous avons engagé aux côtés de nos partenaires, constitue une priorité pour l'Union Européenne. Nous estimons que la COMEG a un rôle essentiel à jouer pour l'approvisionnement et distribution des médicaments et qu'il conviendrait de l'associer également à l'achat et à la distribution des rétroviraux pour assurer le traitement du SIDA. Nous plaiderons donc auprès des autorités concernées pour que cette institution puisse assumer pleinement son rôle au bénéfice des populations, au sein d'un système pleinement assaini et efficace de distribution des médicaments.

Notre préoccupation pour la sécurité de la population congolaise s'exprime également à travers le suivi de l'entreprise de dépollution du site de Mpila, financée par l'Union Européenne. Si plus de 2,6 millions de munitions de petits et moyens calibres non-explosées ont été détruites lors des opérations, le risque de rencontrer encore ce type de munition au-delà d'un mètre de profondeur dans certaines zones bien circonscrites demeure réel. Il convient cependant de ne pas exagérer ce risque qui est parfaitement gérable. Nous demeurons donc confiants que toute la prudence nécessaire sera appliquée lors des reconstructions à venir sur le site.

L'UE s'est aussi engagée avec vigueur pour la protection et la régulation en matière environnementale.



L'accord de partenariat volontaire sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (APV-FLEGT) est ainsi entré en vigueur le 1^{er} mars dernier. Il fixe les modalités de vérification et de traçabilité des bois tant au Congo qu'en Europe.

La première réunion du comité conjoint de suivi de cet accord s'est d'ailleurs tenue les 29 et 30 avril et a permis de faire le point sur l'avancement des préparatifs et sur le programme de travail des 3 ans à venir. Nous plaçons une confiance totale en la réussite de ce projet qui permettra d'en terminer avec l'exploitation et l'exportation illégale du bois congolais, conformément à la volonté politique du Gouvernement.

Dans un effort similaire, L'Union Européenne a constitué en partenariat avec African Parks Network la fondation Odzala à laquelle a été déléguée la gestion et le financement du parc d'Odzala-Kokoua. Ce projet s'inscrit dans le contexte d'une inquiétude grandissante face au problème du braconnage et de la permanence de l'impunité des massacres à l'échelle régionale. Le parc trinational de la Sangha n'est pas épargné par ce phénomène et les incursions de braconniers associés aux réseaux mafieux du trafic d'ivoire mobilisent toute notre attention.

Il convient de saluer la création au sein du Secrétariat Général de la CEEAC de la Cellule Régionale de Lutte Anti Braconnage en Afrique Centrale suite à la prise de conscience au plus haut niveau de la nécessité de combattre ce fléau qu'est le braconnage pour la sécurité régionale, et pour la réussite des actions de conservation d'espèces protégées comme les éléphants et grands singes.

Il revient à la République du Congo de s'inscrire pleinement dans cette démarche en mettant sur pied une Unité Nationale de coordination de la lutte anti braconnage, sous l'autorité directe du Chef de l'Etat, à l'instar du Cameroun, du Tchad et du Gabon.

La caractéristique du Partenariat entre l'Union Européenne et la République du Congo est qu'il se fonde sur un dialogue permanent à tous les niveaux, mais surtout sur un dialogue formel, régulier et structuré. Nous comptons bien poursuivre dans la voie du dialogue en le ciblant d'avantage, sur des thèmes précis tels que les droits de l'homme, la modernisation de la justice, le climat des affaires, la décentralisation, la lutte contre le braconnage, la santé et le secteur



pharmaceutique. Dans cet ordre d'idée, nous entamerons des sessions de dialogue politique avec l'Assemblée Nationale, au niveau du Parlement et du Sénat, en vue d'un rapprochement avec ces institutions et d'un échange sur nos attentes et objectifs réciproques.

Aujourd'hui je n'ai pas fait mention de nos actions en appui des acteurs de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme et je n'ai fait part que d'une partie des sujets qui nous préoccupent.

Nos terrains d'action sont donc nombreux et nous ne cessons de les élargir, car la tâche qui nous incombe n'a pas de conclusion. La recherche d'une paix durable pour tous, l'élaboration d'un avenir meilleur, dans un Etat de droit assurant une justice équitable et impartiale, est une œuvre en construction permanente. **Elle nécessite le soutien de nos partenaires et leur implication sincère tant ce projet nous concerne tous et toutes, tant il dépasse les cadres économiques, sociaux et politiques.**

C'est dans un état d'esprit constructif qu'au-delà de nos possibles différences, nous comptons poursuivre notre dialogue avec toutes les parties concernées en République du Congo, avec ou sans protocole, entre partenaires concernés et unis vers la recherche d'objectifs communs au bénéfice des citoyens congolais. Nous sommes déterminés à œuvrer ensemble, au-delà de nos différences, unis dans la diversité.

Vive l'Union Européenne, vive la République du Congo!

Bonne fête de l'Europe à tous,

Je vous remercie.